

Bulletin d'histoire politique

Un devoir d'histoire

Robert Comeau



Volume 4, Number 4, Summer 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063560ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063560ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Comeau, R. (1996). Un devoir d'histoire. *Bulletin d'histoire politique*, 4(4), 3–5.
<https://doi.org/10.7202/1063560ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

UN DEVOIR D'HISTOIRE

 Robert Comeau

Depuis une dizaine d'années un mouvement commémoratif interpelle les historiens. La Révolution française et la Deuxième Guerre mondiale ont été l'objet de réinterprétations. Les colloques sur les leaders du Québec contemporain de l'UQAM aborderont leur dixième édition avec la commémoration du 75^e anniversaire de la CSN. Même si les historiens sont, par nature, des préposés à la mémoire, plusieurs, avec raison, hésitent à s'associer à des événements commémoratifs car, comme l'a bien formulé Jacques Le Goff: «La mémoire ne cherche à sauver le passé que pour servir au présent et à l'avenir.» L'historien Antoine Prost, spécialiste de la société française au XX^e siècle, a tenu des propos fort éclairants sur la fonction sociale de l'histoire. Dans la conclusion de son récent et pertinent ouvrage *Douze leçons sur l'histoire*, il note que cette «commémorativité qui requiert des historiens une contribution à la fois experte et légitimante va de pair avec une vague patrimoniale sans précédent¹». Il y a un goût et une demande d'histoire multiformes; l'histoire nationale a cédé la place à une mosaïque de mémoires particulières. Pierre Nora a lui aussi bien analysé cette ère de la commémoration. Si nos contemporains demandent une histoire mémorielle et identitaire, l'historien doit-il faire le type d'histoire que la société lui demande? Selon Antoine Prost, «le défi que les historiens doivent désormais relever est de transformer en histoire la demande de mémoire de leurs contemporains. Rappeler un événement ne sert à rien. Il faut faire comprendre le comment et le pourquoi les choses arrivent. On découvre alors des complexités incompatibles avec le manichéisme purificateur de la commémoration².»

Comme l'explique François Bédarida, directeur de recherche au CNRS, dans un excellent article: «Face aux attentes de la société, l'historien est sommé de démêler l'écheveau, de proposer un fil conducteur et d'allier à sa fonction critique qui est sa fonction de base, une fonction civique, et dans une certaine mesure aussi, une fonction éthique³.»

On a aussi souvent demandé aux historiens d'analyser l'action politique. Cette fonction de l'historien dans la société, qui interroge le passé en fonction des préoccupations du présent, a été souvent mise en évidence par Lucien Febvre et Marc Bloch. Ils ont souvent répété qu'on ne peut faire de l'histoire sans se référer au présent; cela peut paraître paradoxal aux yeux des positivistes quand de pareils propos sont tenus par un médiéviste et un spécialiste du XVI^e siècle. Dans *Combats pour l'histoire*, Lucien Febvre écrit: «L'histoire ne présente pas aux hommes une collection de faits isolés. Elle organise ces faits. Elle les explique. [...] Car, qu'elle le veuille ou non — c'est en fonction des besoins présents qu'elle récolte systématiquement, puis qu'elle classe et groupe les faits passés. C'est en fonction de la vie qu'elle interroge la mort⁴.» C'est Bédarida qui rappelle que Marc Bloch a écrit à chaud un livre admirable sur la défaite de la France en 1940: *L'Étrange défaite*, et qu'il a soutenu tout au long de sa vie que l'historien doit très consciemment prendre son point de départ dans le présent, «car seul le présent nous offre cet inestimable don qu'est le contact direct avec la vie».

Mais, selon l'expression de Prost, «l'histoire ne doit pas se mettre au service de la mémoire». Elle doit certes accepter la demande de mémoire, mais pour la transformer en histoire. Face à l'organisation de la mémoire collective et aux constructions sociales qui sont la conscience commune, l'historien doit opposer un discours documenté, rationnel et critique. Si d'une part, il se place en réaction et en opposition à la mémoire collective, il participe lui-même, d'autre part, à cette construction d'un savoir qui forme la conscience historique et la mémoire de ses contemporains, comme le rappelle si justement F. Bédarida.

Pour reprendre la conclusion d'Antoine Prost: «Si nous voulons être les acteurs responsables de notre propre avenir, nous avons d'abord un devoir d'histoire⁵.» Et ce devoir d'histoire est exigence de vérité.

Comparant mémoire et histoire, Pierre Nora analyse avec pertinence la spécificité de chacune:

La mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants et, à ce titre, elle est en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les utilisations et manipulations, susceptible de longues latences et de soudaines revitalisations. L'histoire est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus. La mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel: l'histoire, une représentation du passé. Parce qu'elle est affective et magique, la mémoire ne s'accommode que de détails qui la confortent; elle se nourrit de souvenirs flous, télescopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques, sensible à tous les transferts, écrans, censure

ou projections. L'histoire, parce que opération intellectuelle et laïcisante, appelle analyse et discours critique. La mémoire installe le souvenir dans le sacré, l'histoire l'en débusque, elle prosaïse toujours. La mémoire sourd d'un groupe qu'elle sonde [...] l'histoire au contraire appartient à tous et à personne, ce qui lui donne une vocation à l'universel. La mémoire s'enracine dans le concret, dans l'espace, le geste, l'image et l'objet. L'histoire ne s'attache qu'aux continuités temporelles, aux évolutions et aux rapports des choses. La mémoire est un absolu et l'histoire ne connaît que le relatif. Au cœur de l'histoire, travaille un criticisme destructeur de la mémoire spontanée. La mémoire est toujours suspecte à l'histoire dont la mission vraie est de la détruire et de la refouler. L'histoire est délégitimation du passé vécu⁶.

Le travail de l'historien est plus nécessaire que jamais. S'il participe aux commémorations, il ne doit pas perdre sa fonction critique.

Notes

1. Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, coll. «Points-inédit histoire», p. 302.
2. *Ibid.*, p. 253-306.
3. François Bédarida, «L'histoire entre science et mémoire», *Revue Sciences humaines*, n° 59, mars 1996, p. 10. Lire aussi son article «La responsabilité de l'historien», *Diogène*, n° 168, 1994. Sous la direction du même auteur, le collectif *L'histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'Homme, 1995.
4. Lucien Febvre, *Combats pour l'histoire*, («Vers une autre histoire»), 1949, p. 437.
5. Antoine Prost, *op. cit.*, p. 306.
6. Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, tome I, Paris, La République, p. XIX-XX.